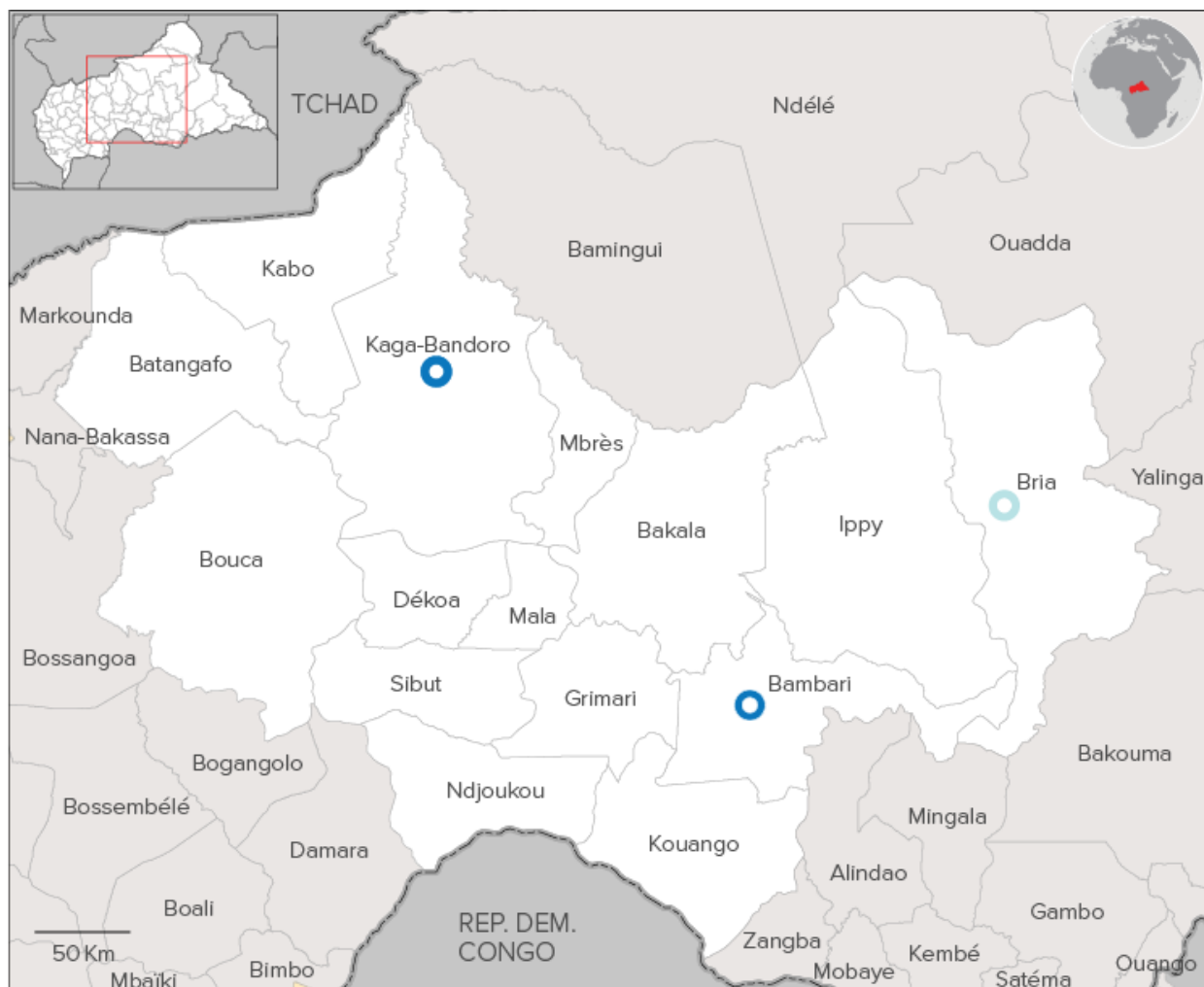


RAPPORT D'AUDIT DE SECURITE DANS LES LOCALITES DE KAGA BANDORO, BAMBARI, KOUANGO, BRIA, MALA ET KABO DANS LE CONTEXTE DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE ET RISQUES DE PROTECTION



Date : 27/04/2023

Les frontières et les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une reconnaissance ou une acceptation officielle par les Nations Unies.

SOMMAIRE

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II.	BUT ET OBJECTIF GENERAL	3
III.	OBJECTIFS SPECIFIQUES	3
IV.	APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	3
X.	DIFFICULTES RENCONTREES	18
XI.	CONCLUSIONS GENERALES	18

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République Centrafricaine notamment les préfectures de la Ouaka, de la Haute Kotto, de la Kémo et l’Ouham Fafa accueillent les Personnes Déplacées Interne (PDI) qui ont quitté leurs lieux de résidence habituelle en raison des attaques des groupes armés assimilés aux GSA et GSAU. Cette situation de crise humanitaire expose les femmes et les filles aux risques d’incidents de protection à caractère VBG (Violences Basées sur le Genre). Les interventions précédentes fondées sur les évaluations des besoins beaucoup plus génériques et les évidences ont influé sur les comportements/facteurs à risques. En 2022, 1672 cas de VBG ont été documentés et assistés dans le système GBVIMS dans les 12 centres d’écoute gérés par INTEROS, avec une tendance à la hausse de 5% du nombre des incidents de VBG par rapport à l’année 2021 et une prise en charge holistique limitée des besoins des survivants (es) de VBG. La récurrence et la recrudescence de certains types de violences en l’occurrence les viols (non dénoncés), les dénis de ressources, d’opportunités et de services ainsi que les mariages forcés/précoces ont suscité la réalisation d’un audit de sécurité. Cet audit de sécurité permettra d’analyser les risques de protection et proposer des réponses auxquels les femmes, les filles, les hommes et les femmes. Les analyses faites permettront d’assister les survivants et survivantes identifiés avec les paquets de services offerts par l’INTEROS avec le projet « **Monitoring de protection, des frontières, réponse et coordination des activités sur le site des personnes déplacées** » mis en œuvre en partenariat avec l’UNHCR. Les localités ciblées pour cet exercice sont entre autres **Bria dans la Haute Kotto, Bambari et Kouango dans la Ouaka, Mala dans la Kémo, Kaga-Bandoro dans la Nana Gribizi ; et Kabo dans l’Ouham Fafa.**

II. BUT ET OBJECTIF GENERAL

L’audit a pour but de contribuer à la réduction des risques de violences sexuelles et sexistes auxquelles sont exposées les femmes et les filles en situation de déplacement forcé des populations du fait de la persistance de la crise socio-politique en RCA. L’objectif général consiste à réaliser les audits de sécurité et d’établir les cartographies sécuritaires dans les localités **Bria (Site PK 3, lieu de regroupement Gobolo), Bambari (Site PK 8, Site Aviation, Lieu de regroupement Elevage, Quartier Borno et Cascade), Kouango (Bimbo et Kpangba), Mala (Mala 1), Kaga-Bandoro (Bloc 3 du site MINUSCA, Bloc 2 du site Lazaret, Bloc 4 site Mbella), et Kabo ((Vafio à 10 km et Ngolnkira à 15 Km axe Batangafo, Modou à 07 km Axe Sido et Farazala à 30 Km axe Ouandago)**

III. OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Identifier les facteurs facilitant/prédisposant aux risques de VBG dans les zones ciblées ;
- Identifier les facteurs positifs pouvant contribuer à la réduction des risques de violences sexuelles et sexistes ;
- Identifier les services existants et les offres disponibles dans l’environnement immédiat des femmes et des filles ;
- Prioriser les zones à risques (haut risque, risque moyen et risque faible) ;
- Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la situation de vulnérabilité des femmes et des filles dans les localités (Cartographies de Risques et de Vulnérabilité).

IV. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Ces audits de sécurité se sont inscrits dans une démarche d’examen et d’évaluation à base communautaire ayant conduit à un diagnostic de la situation et des recommandations à travers des stratégies de mitigation des risques qui seront mises en œuvre au sein des communautés ciblées. A cet effet, l’approche opérationnelle consiste à :

❖ Observations directes :

Une observation directe des zones ciblées comme insécurisées par les communautés lors des FGD.

❖ Collecte des données :

La collecte des données pour la réalisation des audits de sécurité s'est faite à travers :

- **34** Focus group discussion avec les femmes et les filles pour l'élaboration de mapping sécuritaire ;
- **34** Focus group discussion avec les hommes et les garçons ;
- **64** Entretien individuel avec les personnes clés (leaders communautaires, leaders religieux, femme leader, jeunes leaders, personnes vivant avec handicap, responsables des structures identifiées) ;

Au total **68** groupes de discussions répartis par tranche d'âge et le genre (12-17 ans et 18-59 ans) ont été organisés soit 40 FGD avec 10 participants par groupe et 28 FGD avec 12 participants par groupe. De même, **64** entretiens individuels ont été menés auprès des informateurs clés à travers un guide d'entretien. Les entretiens de groupe ont été faits en langue locale, le Sango. Enfin, la collecte des données s'est aussi opérée autour de 64 informateurs clés issus des communautés (leaders et acteurs de prise en charge...).

- **Cible de l'activité : 736 personnes y compris les personnes vivant avec handicap**

- **Principal** : **184** filles et **184** garçons âgés de 12 à 17 ans ; **184** femmes et **184** hommes âgés de 18-59 ans
- **Subsidaire** : **17** chefs de quartiers, **12** femmes leaders, **08** leaders religieux (4 femmes et 4 hommes), 8 jeunes leaders (4 filles et 4 garçons), 8 personnes vivant avec handicap (4 hommes et 4 femmes), 14 responsables des services disponibles dans la zone.

1. Tableau de répartition des répondantes des FGD

Zones d'intervention	Participants		Hôte	PDI	Retournés	Total
Bambari	Féminin	12-17 ans	94	80	10	184
		18- 59 ans	94	80	10	184
Kouango	Total féminin		188	160	20	368
Kaga-Bandoro	Masculin	Moins de 18 ans	94	80	10	184
Kabo		Plus de 18 ans	94	80	10	184
Mala		Total masculin		188	160	20
Bria			376	320	40	736
TOTAL						

2. Tableau : Profil des participants aux discussions individuelles

Informateurs	Leaders communautaires	Leaders religieux	Personnes vivant avec un handicap	Acteurs de prise en charge	Autres (Leaders de Jeunes)	Total
Masculin	13	04	04	07	08	36
Féminin	09	02	04	06	07	28
Total	22	06	08	13	15	64

V. PROFIL SOCIO DEMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS VIVANT DANS LES ZONES D'INTERVENTION

Pour cette séquence d'évaluations, il n'a pas été mis l'accent sur le profil démographique des différentes localités mais il est établi que la plupart des localités ciblées accueillent des personnes déplacées internes, les rapatriés/retournés et quelques réfugiés vivant ensemble avec les membres des communautés hôtes et

qu'il existe aussi une mixité culturelle et sociologique où les chrétiens côtoient les musulmans et les animistes.

VI. PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS :

VI.1- SECURITE ET SURETE DANS LES DIFFERENTES ZONES CIBLEES :

a. Bambari et Kouango

1. Zones à risque :

- **Les brousses** sont les lieux à haut risque de protection pour les femmes et les filles partant à la recherche des bois de chauffe ou aux champs. Isolés de la communauté et fréquentés par les auteurs présumés des VBG (membres des groupes armés), aucune mesure de sécurité n'est prise pour ces femmes et filles qui se déplacent seules vers ces espaces. N'étant accompagnées d'aucune personne de sexe masculin, elles courent le risque de se faire violer ou de se faire agresser par des inconnus. A Kouango, certaines personnes interviewées ont souligné que l'autre côté de la rivière Oubangui vers la RDC constitué des grands arbres est insécurisé pouvant permettre la commission des actes de VBG.
- **Les bâtiments administratifs détériorés et non occupés au centre-ville de Bambari** : ce sont des endroits délaissés pendant longtemps et où les prédateurs sexuels en profitent pour assouvir leurs désirs, visant bien souvent les femmes et les filles sans oublier les autres formes d'actes criminels.
- **Les îles à Kouango** sont des espaces favorables à la commission des cas de viol sur les filles et les femmes pendant la campagne de pêche.
- **Les check points** des CAN sur l'axe Kouango/Toko-Kotta est devenu un site de paquetage et de dédouanement des produits agricoles et autres produits en provenance de la RDC avant l'acheminement sur les marchés hebdomadaires et où les femmes et les filles mènent les activités de petits commerces.
- **Les vieux bâtiments non occupés** situés sur l'axe Kpangba à 4 Km de Kouango et ceux à bord du fleuve Oubangui sont des lieux propices aux actes de banditisme y compris les violences perpétrées contre les femmes et les filles.
- **Les grands arbres** situés sur la ruelle passant à proximité de la CRCA présentent un danger réel pour les femmes et les filles car la nuit elles n'y passent jamais seules, évitant ainsi les personnes mal intentionnées.
- **La ruelle entre le stade et la Cour d'appel de Bambari** n'est pas praticable à partir de 18 h à cause de la présence du check point des CAN et le manque d'éclairage surtout au niveau des manguiers ;
- **Le quartier Bornou, le lieu de regroupement Elevage et les cascades** sont des lieux où de nombreux cas de VBG ont été signalés et ces cas sont imputables aux jeunes démobilisés, souvent auteurs d'actes de braquage de téléphones et autre objets précieux.

b. Bria

1. Zones sécurisées et facteurs de sécurité :

Les domiciles et les lieux d'habitation de Bria en journée : Selon les femmes et les filles, deux facteurs rendent ces lieux sécurisant en journée : la présence des personnes dans ces lieux (époux) et la présence des membres des comités de vigilance sur le site.

2. Zones à risque et facteurs d'insécurité de ces zones

Le quartier Kanda qui est un lieu de regroupement des bandits de la localité résidente. Lors du focus group les femmes et les filles disent être exposées aux personnes ivres et parfois aux hommes équipés d'armes blanches commettant de nombreuses violations y compris les cas de viols et d'agressions sexuelles et physiques contre les femmes et les filles.

La nuit toute la localité y compris le Site PK 3 vit une insécurité à cause de :

- L'absence des Forces de Maintien de l'Ordre dans le quartier ;
- L'absence des sources d'éclairage.
- L'absence de patrouilles nocturnes dans la localité sauf les comités de vigilance qui constitue une ceinture de sécurité faible autour des villages Irabanda (PK 10), Ayigbando (75 km), Yanga (40km), Bounkou 1 et 2, (PK 28) et le quartier Kanda.

c. Kaga Bandoro :

1. Zones sécurisées :

- Les maisons dont la présence des membres de la famille est rassurante.
- Les lieux publics comme l'église, la mosquée, le centre de santé, le district du fait de la présence de personnes en journée ;
- La présence des CAN et les alliés ainsi que les FSI pour la protection par la présence.
- Les rencontres hebdomadaires dans un espace sûr à Kaga-Bandoro pour les activités psychosociales permettent aussi aux femmes de discuter sur les activités agricoles, AGR et autres.

2. Les zones à risques identifiés sont :

- La route qui mène vers **Ouandago (Kpokpo, chute Nana, Nana-Pascal et l'axe Botto (Mid-mission)** car ces axes ne sont pas éclairés et plusieurs cas d'agressions ont déjà été enregistrés surtout à partir de 8 h et entre 16 et 17 h.
- Le terrain vide situé en face du lycée polyvalent est un lieu de banditisme par manque d'éclairage et cet endroit n'est pas fréquenté en soirée du fait de la présence des bandits.
- Les bars/cabarets ne respectant pas les mesures sécuritaires (couvre-feu) favorisent le développement des stratégies négatives pour la survie. **"Même après 23 h ces bars sont toujours ouverts et les enfants sont attirés par ces activités"**, témoigne un leader communautaire.
- Les toilettes externes en soirée car elles n'ont pas de portes et ne sont pas éclairées (hors des concessions) sur les sites.
- Les petits passages non éclairés entre les maisons sont des lieux de commission de cas d'agressions sexuelles ont été signalés par les leaders communautaires ;
- La piste d'atterrissage de l'aérodrome de Kaga Bandoro en allant vers la rivière Nana fréquentée par les agresseurs y compris les forces alliées non conventionnelles.

d. Mala

1. Zones sécurisées

Les femmes et les filles ont affirmé qu'elles sont en sécurité chez elles uniquement mais pas dans la brousse.

2. Zones à risques :

Les campements situés le long du couloir de transhumance à une distance d'environ 6 Km de la ville de Mala notamment Zimandjéré, Zolofi, Badinga, Kouma et Bédambou,

e. Kabo

1. Zones sécurisées

Les filles et les femmes se sentent en sécurité chez elles, chez leurs amies et membres de la famille, à l'espace sûr mis en place en 2022 par INTERSONS sous financement FH, au niveau des points d'eau (le jour) et dans les lieux de culte au Centre Kabo. Par ailleurs, les femmes et les filles se rencontrent au moins une fois par semaine

pour la pratique des activités psychosociales de groupe au centre d'écoute mais aussi pour discuter sur la bonne marche des activités agricoles et trouvent cet endroit sécurisé pour discuter de leurs projets.

2. Zones à risque

Les zones à risque sont principalement les champs de manière globale, les points d'eau (Ibéré sur axe Sido), l'espace derrière l'école publique de Kabo, la route sur l'axe Farazala et le marché de Kabo dans la nuit à cause du non-éclairage. Selon Les participantes : « **La nuit, nous avons peur de la place du marché parce qu'il n'y a pas de lumière tout au long du trajet menant au marché, au sein même au marché et aux alentours** » déclaration d'une femme IDP unanimement partagée par les femmes et les filles.

RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Faire des plaidoyers pour l'instauration des patrouilles mixtes autour des différentes zones insécurisées signalées dans les localités de Mala, Bria, Kaga-Bandoro, Kabo, Kouango et Bambari (Acteurs de sécurité);
- Mettre en place un plan de sécurité pour les points d'eau et dans les endroits où les femmes vont chercher les bois de chauffe et les vivres dans ces localités (Acteurs de protection/VBG);
- Faire régulièrement des patrouilles militaires au niveau des localités axe Sido situé à 10 km, 07 km sur axe Farazala (Acteurs de sécurité);
- Renforcer les patrouilles des comités de vigilance sur les sites des PDI à Kabo, Kaga Bandoro et Bria (Communautés);
- Appui matériel aux comités de vigilance permettant de renforcer les stratégies individuelles et communautaires pour la prévention des violences (Acteurs de protection/VBG);
- Installer des sources d'éclairage dans les villages et sur les sites des PDI (Acteurs protection/VBG).

VI.2- TYPE DE VIOLENCES SEXUELLES ET BASEES SUR LE GENRE LES PLUS RECURRENTES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE

VI.2.1- Types de VBG

a. Bambari et Kouango :

- **L'agression physique** est le premier type évoqué par les femmes de Bambari et Kouango car la consommation abusive des boissons (Bilibili, Dora ; Ngouli ; kangoya et bière) et stupéfiants rend les hommes plus violents et agressifs. Les agressions physiques sont aussi vécues dans les zones insécurisées et sont perpétrés par les inconnus notamment sur la route qui mène vers l'aérodrome (Site aviation), au quartier élevage, le lieu de regroupement (vers Chimbolo), la route menant au quartier Bornou, la cascade, la ruelle menant au quartier Mbrépou et sur les îles de Kouango.
- **Déni de ressources d'opportunité ou de service** : Selon les femmes le déni des ressources est le type le plus vécu. *“Les hommes font des activités saisonnières comme l'agriculture, le travail journalier et boisson et sortir avec d'autres femmes hors du foyer”* propos d'une participante pour mettre en exergue le refus d'engagement des hommes dans la gestion familiale et l'irresponsabilité des pères de familles envers les enfants.
- **Violence psychologique/émotionnelle** est le troisième type de VBG subi par les femmes et filles dans la zone de la Ouaka en général et dans la localité de Bambari en particulier.
- **Le mariage forcé** : selon la tradition, la fille doit respect ses parents *“ en acceptant le mariage coutumier car elle ne dots pas contredire les avis de ses parents”*. Ainsi, sous la pression morale des parents, les filles se marient précocement afin de diminuer la charge familiale et en retour augmenter le revenu familial pour la survie des autres membres.

- **Le viol** : les jeunes garçons et les hommes ont évoqué le viol tout en soulignant que ces incidents surviennent le plus souvent lors des veillées mortuaires et à des heures tardives. Aussi, l'absence des parents à la maison au bénéfice d'activités agricoles laissant les enfants seuls pour des raisons scolaires, expose de nombreuses filles aux risques de viols. Un homme participant à une discussion de groupe ajoute ceci : **« certaines filles profitent de leur participation aux activités religieuses pour mentir aux parents et partent plutôt pour entretenir les relations intimes avec les garçons »**.
- **Les agressions sexuelles** : Les filles ont soulevé ce problème surtout lors de leur déplacement en soirée car interpellées et agressées par les souldards et les bandits qui sont au bord de la route principale ou aux alentours des sites ou quartiers.

b. **Kabo :**

- **Le viol** : Les victimes sont généralement les filles dont l'âge varie entre 3 et 17 ans et les auteurs sont les membres de la communauté et très souvent les camarades de classe, les voisins les plus proches, les membres des groupes armés et les transhumants. De nombreux cas de viol ont eu lieu dans les brousses sur les axes allant vers Batangafo, Ouandago et Moyenne Sido. La négligence et la pauvreté sont les facteurs majeurs qui favorisent cette violation. En effet, les parents n'ont pas une main mise sur les enfants, **35 femmes sur 40 ont affirmé que « les filles et leurs amants sortent dans la nuit et rentrent à la maison à des heures tardives souvent nous ne sommes même pas au courant et c'est quand nous constatons les signes de grossesse que nous réalisons le pire » ; « nous n'arrivons pas à dénoncer parce que c'est une honte pour nous et pour toute la famille. Une fille qui conçoit chez ses parents est indigne »**. En effet, pour cette communauté fortement musulmane, une fille qui conçoit chez ses parents, déshonore sa famille et c'est une malchance, raison pour laquelle les parents cherchent l'arrangement à l'amiable pour ne pas faire trop de bruits.
- S'agissant **du mariage précoce et forcé**, toutes les femmes interviewées ont affirmé que c'est à cause de la religion et de la culture qu'elles ne peuvent s'opposer à la décision du chef de famille à revient le dernier mot dans les communautés musulmane. Pour la communauté chrétienne ce fléau est lié à la pauvreté et au mimétisme/suivisme des autres.
- **Déni de ressources, d'opportunités ou de services** : selon les hommes, c'est parce qu'il n'y a pas de travail et de moyens pour subvenir aux besoins de la famille que cela se produit pendant que les femmes et les filles estiment que c'est de l'irresponsabilité et un manque de volonté de la part de ces hommes. À une période de l'année, les hommes travaillent et ont de l'argent mais ne veulent pas s'organiser et cela cause trop de discorde et de mésentente au sein du foyer.

c. **Mala :**

À Mala, précisément dans le quartier Mala 2, dans les campements Badinga et Zolofi, les femmes et les filles sont à la fois exposées et victimes de tous les types de VBG. Mais il est ressorti de l'évaluation menée que **le mariage forcé (selon 10 femmes sur 15 et 8 filles sur 10), l'agression sexuelle (selon 10 femmes sur 15 et 8 filles sur 10) et l'agression physique (selon 10/20 femmes et 4/10 Hommes)** sont les VBG les plus répandues. Par ailleurs, les femmes et les filles sont aussi souvent exposées et victimes **de viol (selon 5/10 femmes et 4/10 Filles)** et **des violences psychologiques (selon uniquement 3 filles sur 10 filles)**. Seulement, la communauté a encore du mal à dénoncer les VBG compte tenu du fait que le poids des traditions et des cultures et la mauvaise interprétation des règles religieuses soutiennent certaines VBG (mariage forcé ou déni de ressources d'opportunités ou de service, violences sexuelles et conjugales...). C'est la raison pour laquelle toutes les femmes ont déclaré que : **« nous ne pouvons pas dénoncer les violences que nous subissons de la part de nos maris car nous devons préserver le secret familial mais aussi préserver la réputation de nos maris comme la tradition et la religion nous les recommandent ; une bonne femme est celle qui est soumise et obéissante tel que décrite dans la bible »**.

d. Kaga Bandoro :

- **Le mariage précoce** : Kaga Bandoro est une localité en majorité chrétienne avec une forte communauté musulmane venue de plusieurs préfectures en raison d'insécurité. **Certains interlocuteurs ont mis en évidence le poids de la religion en expliquant que selon le Coran une fille ne doit pas avoir ses menstruations au domicile de son père. Tandis que** du côté des chrétiens, les interviewés ont pointé du doigt le suivisme, la non-maîtrise de la puberté chez les filles et la pauvreté des parents poussant ces derniers à donner leurs filles en mariage pour éviter les grossesses précoces. Lors de la réalisation du focus group avec les filles, elles ont affirmé que bon nombre d'entre elles sont victimes du mariage forcé/précoce. Pour la communauté musulmane, ce phénomène est non seulement répandu mais il est aussi culturellement admis c'est pourquoi il n'est pas dénoncé.
- **Le viol (suivi de grossesse)**. La majeure partie des femmes et des filles affirment qu'elles sont victimes au quotidien de viol dans les endroits éloignés du village tels que les champs, les points d'eau, les lieux comme **Kpokpo ; Chute Nana ; Pascal** dans la zone de **Sabawanga**;
- **Le déni de ressources, d'opportunités ou de services** est un phénomène fréquent dans cette localité dans la mesure où certaines femmes mariées sont privées de leur droit économique ou social pour exercer une activité ou participer aux activités des organisations de la société civile en termes d'émancipation et d'épanouissement. D'autres sont privées du droit à l'héritage et même du droit de garde des enfants lorsqu'elles perdent leur mari ;
- **Agression physique** : Cette violation est répandue dans la communauté comme en témoigne cette participante : « **les partenaires intimes, les membres connus de la communauté et les proches abusent des femmes et filles physiquement parce qu'elles refusent d'avoir des relations sexuelles avec ces derniers.** »

e. Bria :

- **Viol** : Les filles et les femmes sont exposées aux viols car les chemins qu'elles empruntent pour vaquer à leurs occupations quotidiennes les exposent à cette violence. Lors des focus group avec les filles et les femmes, sur les 25 qui ont fait le mapping, 15 ont répondu oui sur la récurrence du viol dans la zone. Néanmoins, il se pose un problème de dénonciation du viol à cause de la vulnérabilité des femmes et filles déplacées qui non seulement font face aux défis de la survie quotidienne avec leurs multiples besoins pratiques et stratégiques mais aussi ne bénéficient pas d'un environnement culturel ou traditionnel qui leur soit favorable. **« Une femme ou fille violée a très peu de chance de trouver un époux, elle est considérée comme une impure avec une forte probabilité de perdre le foyer conjugal. Elle est très souvent réservée aux hommes les plus âgés qui ont très peu de chance d'épouser les femmes « dignes ».** » Explique un gardien de la tradition. Ensuite le niveau de pouvoir que détient souvent les auteurs fait que ceux-ci ont une ascendance sur les victimes, surtout lorsqu'il s'agit d'un homme en arme ou d'une autorité religieuse, la menace à main armée ou psychologique à l'égard de la victime influe considérablement sur la dénonciation. Les cas de viols connus par les mamans ne sont pas révélés ou portés à la connaissance de l'époux à juste titre comme le déclare une répondante : **« si la maman dit au père que sa fille a été violée, elle risque d'être répudiée par son époux et aussi la fille chassée de la maison »**. Aussi, la peur d'être contrainte à épouser son agresseur est un autre frein à la dénonciation. Le viol est associé à l'infidélité qui pourra émailler les rapports conjugaux.
- **Les agressions physiques** dont sont victimes les femmes et les filles sont presque banalisées par celles-ci puisqu'elles en vivent presque tous le temps. Ces violences sont liées à plusieurs facteurs : forte consommation d'alcool par les femmes, l'état d'ébriété chez les femmes qui rentrent chez elles tardivement les expose davantage au risque de violences y compris les violences sexuelles. Face à ces violences, elles ne peuvent faire aisément recours à la famille biologique ou parents car elles seront renvoyées dans leur foyer comme le déclare cette répondante **« j'ai été renvoyée plus d'une fois par**

mon père après avoir été bastonné par mon époux ». Presque toutes les répondantes considèrent les violences envers les hommes comme étant tabous. Elles sont émerveillées lorsque l'on adresse les questions portant sur les violences faites aux hommes. Celles qui affirment avoir violenté leur époux sont huées et considérées comme des non soumis.

- **Agression sexuelle** : Les femmes ont mentionné l'omniprésence des violences sexuelles donc les rapports d'activités ne se révèlent pas. Ces informations sont fiabilisées par l'existence des facteurs prédisposant notamment les actes de violence à l'égard des femmes. A la question de savoir pourquoi les violences sexuelles ne sont pas révélées ou alors pourquoi les femmes et les filles hésitent-elles à partager des expériences avec d'autres ? Les réactions des répondantes à cette question ont été laborieuses au regard de la sensibilité de la question. Il s'agit entre autres de la peur des représailles, la honte, la stigmatisation etc.
- **Déni de ressources, d'opportunités ou services** : Les femmes en sont victimes en ce sens que la phallocratie a gagné du terrain. Les femmes sont abandonnées à leur triste sort. Les hommes de plus en plus égoïstes voire égocentrique tout revient à la femme si elle veut sauver son ménage. La polygamie n'est pas en reste. Dans la plupart des cas lorsque l'homme abandonne la première femme avec les enfants et s'occupent que de la deuxième. Etant donné que la détention du pouvoir économique par les hommes est un instrument de domination. Toutefois, ceux-ci ont

VI.2.2- Prémisés auteurs des VBG

L'évaluation menée a révélé que les auteurs présumés des VBG se présentent comme suit :

- **Les partenaires intimes** : Ces derniers sont les auteurs de dénis de ressources, d'opportunité ou de services ainsi que des violences conjugales. « *Certains hommes mariés refusent de prendre en charge leurs femmes de même que leurs enfants ; d'autres qui refusent même de payer les soins pour leurs enfants et conjointes alors qu'ils ont les moyens* ».
- **Les membres proches de la famille** notamment les parents surtout les pères de famille car ce sont les décideurs sur la question des mariages forcés. Les femmes ont aussi déclaré que c'est lors des périodes de grande activité de récolte des produits agricoles que les filles sont victimes non seulement des grossesses précoces mais aussi des mariages forcés et des actes de viol par les MCC, les MAA et les INC. Les jeunes garçons qui sont pour la plupart auteurs des violences sexuelles notamment le viol, les attouchements et le harcèlement sexuel.
- **Les CAN** sont aussi des auteurs des actes de viol sur les filles des communautés où ils travaillent. Selon un participant « *comme ils ont l'arme et la force, ils abusent de nos filles et nous ne pouvons pas en parler par crainte des représailles* »
- **Les membres des groupes armés** qui sévissent sur les axes et en brousses commettent des exactions contre les femmes et les filles quand celles-ci partent à la recherche du bois de chauffe et des ressources naturelles.
- **Les Leaders communautaires et religieux**, s'ils ne sont pas directement les auteurs d'actes de violence, ils en sont complices à travers l'arrangement à l'amiable favorisant ainsi l'impunité des auteurs et la persistance des VBG.

RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Sensibiliser la communauté sur les conséquences des VBG notamment le mariage précoce/forcé et mutilations génitales féminines (Acteurs de protection/VBG) ;
- Sensibiliser les jeunes sur la santé sexuelle et reproductive (SRR)
- Soutenir l'éclairage des routes et des sites PDI dans les différentes zones ciblées par les femmes et les filles (Acteurs de protection/VBG) ;
- Vulgariser les règles d'hygiène pour réduire les risques de VBG dans toutes les localités auditées ;
- Dénoncer et punir les auteurs des VBG dans toutes les zones ciblées ;
- Implémenter les approches qui visent l'engagement des hommes comme partenaires de lutte contre les VBG (Acteurs VBG) ;
- Impliquer la communauté dans la gestion de cas de VBG et leur participation active dans les activités de sensibilisation (Acteurs de protection/VBG) ;
- Vulgariser les lois existantes en RCA visant la protection des femmes et filles contre les VBG dans les localités ciblées (Acteurs de protection/VBG) .

VII. RISQUES MULTISECTORIELS EN LIEN AVEC LES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

a. Kaga-Bandoro

1. Risque de protection lié à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)

Les filles adolescentes ne maîtrisent pas leurs cycles menstruels, les cas de grossesses précoces et accouchement précoce sont fréquents. Un participant a dit « **les parents envoient leurs filles en mariages tôt juste à l'âge de la puberté de peur que la fille prenne une grossesse hors mariage** » ; « **Certaines filles ont honte d'aller à l'école lorsqu'elle a atteint l'âge de puberté à cause des menstruations et ont peur de la moquerie des camarade** », raconte une participante. Les filles ont soulevé le problème de stratégies négatives pour la survie et le suivisme comme moyen souvent utilisé par certaines filles pour satisfaire leurs besoins si les parents leur donnent rien après avoir payé la scolarité.

2. Risque de protection lié aux services de santé (trajet, éclairage, personnel soignant, disponibilité des PEP kit, accessibilité géographique)

Le trajet menant au centre de santé et le district sanitaire est moyennement insécurisé pendant la nuit car il n'est pas éclairé et des cas d'agressions physiques/sexuelles et extorsion de biens matériels ou financiers sont enregistrés.

3. Risque de protection lié au WASH (latrine)

Quant aux latrines sur les sites Lazaret et MINUSCA, ils sont collectifs et placés hors des concessions et n'ont pas de porte se fermant à clé. « **Nous y sommes souvent guetter par les hommes et souvent ils débarquent sur toi pendant que tu y fais tes besoins** » expliquent les femmes évoquant le risque de VBG dans ces latrines.

4. Risque de protection lié à l'abri

Les femmes et les filles doivent se battre pour contribuer à la construction d'abris en cherchant les pailles et le bois dans des endroits très éloignés des sites et des villages, ce qui les expose aux risques de violences imputables à certains hommes de la communauté et autres. « **Au but de contribuer à la construction d'abris, certaines femmes et filles se voient obligées de multiplier les partenaires notamment avec les clients des bars pour avoir de l'argent** » propos d'une participante de la tranche d'âge de 12 à 17 ans concernant la fréquentation des débits de boisson pour la survie.

b. Bambari et Kouango :

1. Risque de protection lié à la gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)

Les femmes et les filles sont moins informées sur l'hygiène menstruelle et certaines ne savent même pas utiliser les garnitures et les serviettes hygiéniques. Certaines n'ont pas le moyen pour s'en procurer. Les femmes de 18 à 45 ont affirmé que « c'est **un problème de moyens** ». Elles ne prennent pas l'hygiène intime et corporelle au sérieux car certaines utilisent les tissus délabrés, abandonnés et non lavés pendant le cycle menstruel.

2. Risque de protection lié aux services de santé (trajet, éclairage, personnel soignant, disponibilité des PEP kit, accessibilité géographique)

Par rapport aux sites de PDI, le centre médical de Bambari est situé au centre-ville entre 8 et 14 km et le trajet qui y mène n'est pas éclairé raison pour laquelle il n'est pas fréquenté pendant la nuit sauf en cas d'extrême urgence. Le poste de santé sur le site ne fonctionne pas la nuit et aucun service minimum n'est opérationnel. Certaines femmes préfèrent se faire soigner par un tradipraticien ou secouriste au quartier en attendant de trouver les moyens de transport pour accéder aux structures sanitaires.

3. Risque de protection lié au Wash (latrine):

Sur le site Aviation, plusieurs ménages n'ont pas de latrine et ceux qui ont fait des fosses, ils n'ont pas pu avoir des dalles pour les couvrir. Ce qui contraint les femmes et les filles à déféquer à l'air libre dans des endroits isolés pouvant les exposer aux risques de violences sexuelles.

4. Risque de protection lié à la recherche des ressources naturelles (eau, bois de chauffe, vivres)

Les femmes et les filles parcourent des kilomètres à la recherche du bois de chauffe et des champignons, l'insécurité qui prévaut dans la localité les expose davantage à cause de la distance entre la brousse et les habitations et en saison pluvieuse ces lieux sont envahis par les herbes. Aussi ce sont les lieux de rencontre pour certains partenaires et prédateurs sexuels.

c. Bria :

1. Risque de protection lié à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)

Les femmes et les filles sont exposées au risque de gestion de l'hygiène menstruelle à cause de l'ignorance et la négligence sur cette question. De plus, parler de la sexualité en famille et de l'hygiène menstruelle reste encore un sujet tabou puisque certaines femmes et filles ne sont pas très à l'aise lorsqu'il faudrait évoquer des sujets liés à la sexualité et l'hygiène menstruelle.

2. Risque de protection lié aux services de santé (trajet, éclairage, personnel soignant, disponibilité des PEP-kit, accessibilité géographique)

La localité de Bria possède un hôpital préfectoral, situé dans le quartier Gbadou à 3 km du site des déplacés. Cet hôpital est constitué d'un service d'hospitalisation, de consultation, d'une maternité, d'un laboratoire et d'une pharmacie. Un FOSA mis en place par l'ONG IMC situé sur le site au **bloc 15** ne dispose pas de PEP Kit, ce qui fait que la prise en charge des cas de viol sont référés vers l'hôpital préfectoral qui en dispose néanmoins.

Dans ce FOSA sur le site, la prise en charge est partielle à cause du type de soin/service offert et ne concerne que les cas de malades les moins graves. Pour les cas graves, ils sont le plus souvent référés dans le centre hospitalier de la ville (à environ 3 Km) ; ce qui pose un petit problème pour la communauté PDI du fait de l'absence d'un moyen de transport des malades vers l'hôpital.

3. Risque de protection lié au Wash (eau et latrine).

Eau : Les 24 participantes (12 femmes et 12 filles) **se sont plaintes de l'inaccessibilité et de l'insécurité de ces points d'eaux la nuit à cause de l'obscurité et du manque d'éclairage** et cela est utilisable par séquence (heure). D'ailleurs, les 24 femmes ont affirmé que : *« A partir de 19 h 30, il nous est difficile de visiter les forages car il fait sombre. Nous interdisons à nos filles de fréquenter les points d'eaux dans la nuit pour les préserver des risques de violences comme le viol ou agressions sexuelles et nous préférons remplir nos réserves d'eau le jour car tout incident peut surgir la nuit ».*

4. Risque de protection lié à la recherche des ressources naturelles (eau, bois de chauffe)

A Bria centre, la communauté utilise les bois de chauffe et du charbon et pour s'en procurer, elle se rend dans les **brousses Ringbi et au bord du fleuve sur l'axe Yalinga, Ayigbando et Irabanda** où les femmes et filles parcourent 7 à 10 km pour en trouver et **le quartier Dakpa (Bornou)** a été cité par les participants comme un quartier d'extorsion des petits biens vers la nuit. Ces risques selon tous ces participants sont liés à l'insécurité à la délinquance juvénile avec la présence des ex combattants démobilisés.

5. Risque de protection lié aux abris et aux toilettes dans les sites officiels et spontanés de Personnes Déplacées internes.

Selon les participants, les abris sont construits en matériaux locaux (terre battue et les pailles ou les bâches qui servent de toitures). Les PDI vivent dans une promiscuité accentuée. Dans certains ménages, une chambre ou la portion est divisée avec les tissus pour être occupée par 5 à 6 personnes. Les parents ont leurs chambres à part ce qui fait que les femmes ont de l'espace pour leur intimité. Les filles et les garçons qui n'ont pas atteint l'âge de la puberté dorment dans la même pièce. Tous les participants disent qu'ils éprouvent des difficultés en saison pluvieuse à cause de l'inaccessibilité des pistes ou trajets menant vers certains abris ou certains quartiers.

d. Kabo :

1. Risque de protection lié à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)

L'éducation sexuelle reste un sujet tabou dans cette localité, les femmes ont honte de parler de l'hygiène menstruelle avec leurs filles, ces dernières se retrouvent dépourvues d'information, donc à risque d'IST ou de grossesses précoces si sexualité précoce.

2. Risque de protection lié aux services de santé (trajet, éclairage, personnel soignant, disponibilité des PEP kit, accessibilité géographique)

Il existe une formation sanitaire dans la localité et qui répond aux normes minimales en termes d'accueil, la Prise en charge médicale des patients est désormais impacté par le départ de MSF de la zone. La PEC revient au comité de gestion de l'hôpital, malgré son insuffisance et sa qualité. En matière de PEP kit, le centre ne dispose pas c'est pourquoi, il reste donc difficile de prendre en charge les femmes et les filles qui sont victimes de violences sexuelles.

3. Risque de protection lié à la recherche des ressources naturelles (eau, bois de chauffe, vivres),

Les filles et les femmes sont exposées lorsqu'elles vont à la recherche des ressources naturelles comme le fruit de karité pour la fabrication d'huile et les champignons du fait de la grande distance qui sépare ces zones de leur village.

4. Risque de protection lié à l'Abri.

Dans cette localité les filles, les femmes et les hommes ont les toilettes communes et ceci est un risque grave qui expose ainsi les femmes et les filles aux violences sexuelles. En plus ces toilettes ne se ferment pas de l'intérieur et sont seulement entourées de paille et brique. Les abris dans la localité sont construits en matériaux provisoires c'est-à-dire avec les pailles faciles à incendier et quelques rares abris en tôle. Il se pose le problème de promiscuité, une chambre peut être partagée par 7 personnes. Les personnes déplacées

n'utilisent que les pailles pour construire leur habitation. Aucun acteur intervenant dans la localité apporte la réponse en abris.

5. Risque de protection lié au NFI

La pauvreté qui sévit dans cette communauté pousse les femmes et les filles à adopter les stratégies négatives pour la survie, à faire des petits commerces et les activités journalières chez les musulmans afin de répondre à leurs besoins liés au NFI.

e. Mala :

1. Risque de protection lié à la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)

La gestion de l'hygiène menstruelle reste encore une problématique sérieuse. Les femmes, les jeunes filles et les filles mères sont les plus exposés aux risques de protection liés à la gestion de l'hygiène menstruelle. La coutume ne recommande pas à l'homme d'aider la femme ou la fille dans la gestion de son hygiène menstruelle. Il n'existe pas de mécanismes d'assistance aux jeunes filles dans la fourniture des serviettes hygiéniques. En plus filles scolarisées sont huées quand leurs menstrues apparaissent en public et sont découvertes par leurs camarades, c'est un sujet de raillerie. De manière globale, les menstrues ne sont pas aisément acceptées par toutes les femmes mais aussi les hommes qui, pour la plupart les considèrent comme impures et ne peuvent les aider. Parmi les informateurs clés, 4 ont déclaré qu'à cette période « **les femmes doivent mal se vêtir pour signifier la période menstruelle pour ne pas susciter les envies des hommes** ». Les adolescentes, à cette période généralement sont interdites de se balader de peur de contracter la grossesse

Pour les jeunes filles, cela reste un grand défi car les conditions de propreté dans lesquelles elles doivent maintenir leur hygiène menstruelle n'existe pas. Les jeunes filles se servent des bouts de pagnes, souvent moins propre pour se protéger. Le nettoyage se fait parfois avec une eau moins potable et en toute discrétion et la crainte de se faire découvrir par une personne de sexe masculin les empêche de sécher ces bouts de pagne à l'air libre. Elles préfèrent les étaler dans les chambres ou sous plusieurs pagnes. Les mauvaises conditions de séchage conduisent souvent aux démangeaisons vaginales. S'agissant des filles mères, les conditions de vie ne leur permettent pas de se procurer les kits d'hygiène. Ainsi, certaines ont adopté les stratégies négatives de survie pour pouvoir combler ce besoin.

2. Risque de protection lié aux services de santé (trajet, éclairage, personnel soignant, disponibilité des PEP/kit, accessibilité géographique)

La ville de Mala dispose d'un centre de santé. Ce centre de santé dispose de personnels soignants (01 qualifié et des secouristes) disposés à accompagner des cas de VBG et à assurer la prise en charge médicale des femmes enceintes et des enfants de moins de 05 ans. Situé au centre-ville, le centre de santé est accessible à la population de Mala et fréquenté par les riverains mais éloigné des habitants vivant sur les axes. Le centre de santé rattaché à l'hôpital secondaire de Dékoa situé à 70 km sous la supervision de l'hôpital du district de Sibut, ce qui pourrait être un frein pour la prise en charge des cas les plus complexes. Le centre de santé de MALA n'est pas éclairé. Sa situation géographique constitue un endroit où se développent les agressions sexuelles à des heures tardives pour les patients venant de l'autre côté du marigot qui le sépare des villages Mala 7 et Mala Ngbaka. Les filles et les femmes, par honte de se faire remarquer comme survivantes fréquentent rarement cette structure sanitaire.

RECOMMANDATIONS LIEES A LA SANTE

- Renforcer les capacités des personnels sanitaires sur la prise en charge médicale des VBG spécifiquement la prise en charge clinique de viol (Acteurs VBG) ;
- Mettre les kits PEP à la disposition des FOSA de Kouango, Ippy, Mala et Kabo et sur le site des déplacées de Bria (UNFPA) ;
- Mettre en place un service de prise en charge rapide et gratuite des survivantes de VBG dans les FOSA (District sanitaire et acteurs de santé) ;
- Doter les structures sanitaires en ambulances afin de faciliter le transport des personnes socialement vulnérables (Ministère de la sante et acteurs de santé) ;
- Sensibiliser la communauté sur le viol et ses conséquences, l'excision et ses conséquences (Acteurs VBG)

3. Risque de protection lié au Wash (eau et latrine)

Dans la grande partie des ménages à Mala, les latrines sont communes. Les femmes et les filles n'ont aucune intimité, elles se font surprendre parfois, disent-elles. Mala dispose de 05 forages situés en ville et dans les périphéries. En journée, la recherche d'eau ne pose pas trop d'ennuis car la majeure partie de la communauté utilise l'eau de source (Tléwa, Zada, Malangbaka) limitant ainsi la pression autour des forages et les agressions. Toutefois, les querelles et bagarres qui peuvent éclater entre les filles et les femmes à cause du non-respect des rangs ou du temps d'arrivée. A la tombée de la nuit, vers 18 h, les forages qu'ils soient situés en périphérie ou au centre de la ville comme au sein de l'hôpital deviennent des lieux favorisant les agressions sexuelles et physiques notamment envers les filles. **Des cas de viol ont été enregistrés au niveau de la source située derrière l'hôpital non loin de la mairie.** Le parage des marigots Tléwa, Zada, Mala Ngbaka, de l'ancienne mairie et du petit marché est un lieu favorable aux prédateurs sexuels qui profitent de l'absence des adultes pour abuser des filles qui empruntent cette piste. Les auteurs de VBG se regroupent sous les arbres en jouant le damier ou en prenant de l'alcool dans le but de suivre les filles qui vont seules à la source vers 13 h ou 18 h pour les agresser voire les violer si l'occasion se présente.

RECOMMANDATIONS LIEES AU L'EHA (EAU HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

- Créer d'autres points d'eau dans des endroits plus sécurisés (Acteurs WASH).
- Sensibiliser la communauté sur l'importance de la construction des latrines en matériaux durables et sécurisés (Acteurs WASH);
- Réfectionner les forages en panne et en construire d'autres (Acteurs WASH). ;
- Sensibiliser les communautés à construire les latrines individuelles sécurisées dans la zone de Bambari et Kouango (Acteurs WASH/VBG).

4. Risque de protection lié à la recherche des ressources naturelles (eau, bois de chauffe)

Les femmes de la commune de Yabarangba (Mala) vont à la recherche de bois en groupe de 02 à 05 personnes. Des cas de VBG sont récurrents dans les campements de chasse au moments où les hommes sont absents et que seules les femmes ou les filles y restent pour surveiller les gibiers. En groupe, elles s'associent afin de lutter contre toute attaque extérieure au groupe. Les brousses dans lesquelles, les femmes et les filles vont collecter le bois de chauffe et les produits de cueillette présentent un risque élevé par rapport au passage des milices assimilés à la CPC dans la zone. Quand elles sont seules, les filles sont traquées par les jeunes et les vieillards qui parfois leur proposent de la viande boucanée ou du poisson en échange de leur corps. Étant éparpillées parmi les arbres pour la collecte, elles courent le risque de se faire agresser ou se faire violer.

5. Risque de protection lié aux assistances

En cas d'une assistance, les enregistrements sont faits auprès de tous les chefs de quartiers. Néanmoins, les femmes sont victimes de discrimination et parfois ne sont pas informées des opérations. Plus encore les femmes qui sont censées être au centre de la gestion, sont mises de côté au profit des hommes. Dans certaines familles, la gestion des NFI a été la source principale des conflits. Aussi, certains hommes n'assument plus leur responsabilité en cas d'assistances humanitaires fournies aux femmes. Quant à certaines femmes, elles ont acquis le pouvoir de décision au sein de leur ménage grâce aux assistances parce qu'elles ont refusé que leurs maris s'en accaparent. Malheureusement certains problèmes ont abouti à la dislocation des liens conjugaux.

VIII. MECANISMES DE PLAINTES PAR LES VICTIMES.

Ces mécanismes sont listés par ordre de priorité pour les communautés :

A. Les structures traditionnelles

1. Les chefs des quartiers/villages et les leaders religieux : C'est l'instant primaire auquel se réfère toute la communauté pour la résolution des problèmes. Le chef est une structure à base communautaire qui reçoit et gère les plaintes des victimes d'incident de protection, en général et de VBG aussi. Les participants déclarent : **« le chef est la première instance vers laquelle les victimes vont le plus souvent rapporter leurs plaintes parce que c'est l'autorité la plus accessible et, les résolutions de cas par cette instance est très satisfaisante. »**. Un des chefs de groupe lors de l'entretien a déclaré que : **« Les femmes et les filles, en cas de violations de leurs droits, se réfèrent toujours a moi pour une réponse. Elles ne peuvent s'orienter vers la brigade que lorsqu'elles ne trouvent pas satisfaction à leurs besoins »**.

2. Les vieillards :

Pour tous types de violences subies, les femmes et les filles se rapprochent des personnes âgées pour avoir de l'aide car ces dernières peuvent les écouter sans préjugés. Ils sont généralement consultés pour des cas de harcèlement, d'injures ; d'agressions physiques et autres. Leur apport a parfois un effet dissuasif sur les auteurs des actes de violences. Leur habitation sont des centres d'accueil des personnes vulnérables.

B. Les structures étatiques

1. La sous- préfecture/mairie.

Les autorités administratives agissent souvent en place et lieu des autorités judiciaires. Aussi traitent-elles des questions de VBG malgré le non-respect des principes directeurs en matière de VBG.

2. La Brigade de gendarmerie / la police

Les femmes et les filles demandent de l'assistance à la Brigade lorsqu'elles n'ont pas eu de réponse satisfaisante à leurs problèmes au niveau des chefs coutumiers. Selon les participants, elle est la seconde structure de résolution des litiges ; puisque la communauté préfère généralement résoudre leurs différends à l'amiable et ne faire recours à la police en cas de besoin, ou si elle sollicite que l'acte soit puni. **« c'est généralement, lorsque la plainte de la victime n'a pas trouvé satisfaction auprès de l'autorité traditionnelle, qu'elle est transférée auprès de la police ou de la brigade de gendarmerie » , précise une participante.**

3. Les délégations des affaires sociales, de la promotion de la femme et de la famille, les centres sociaux.

A Kaga Bandoro et à Bria, ces structures interviennent pour gérer les cas de VBG mais ces structures n’existent pas dans les sous-préfectures comme Mala, Kouango, Kabo et Mbrés. Pour la promotion de la femme et de la famille leurs zones de couverture restent encore jusque-là très limitées.

C. Les ONG locales et internationales

Les ONG viennent en appui aux structures précédentes dans divers domaines afin d’apporter généralement des réponses holistiques aux problèmes rapportés. Tout ceci est facilité par les circuits de référencement et les cartographies des acteurs et des services préalablement établis. Ces ONG ont mis en place des relais communautaires et les comités de protection afin de pérenniser les actions et l’appropriation par la communauté elle-même. En ce qui concerne la plateforme locale de protection, un organe de la société civile, cette structure travaille en synergie avec des intervenants étatiques sectoriels tels que les enseignants, les personnels de santé, de la police, des affaires sociales et de la justice.

RECOMMANDATIONS A L’EGARD DES COMMUNAUTES CIBLEES

- Renforcer les capacités des leaders religieux sur la gestion communautaire des cas de VBG (Acteurs VBG);
- Impliquer les leaders et les hommes dans la lutte contre les VBG et les violations affectant les enfants(Unicef) ;
- Mettre sur pied des clubs des filles et club d’adolescents dans les communautés pour les compétences de vie courante (She deals ; I deal et Parent deals) (Acteurs de protection);
- Mettre en œuvre des activités de formation et de réinsertion socioprofessionnelle pour les filles et femmes survivantes afin de réduire le risque de leur vulnérabilité (Acteurs de protection/VBG) ;
- Sensibiliser les leaders communautaires, religieux, les parents sur les conséquences de l’arrangement à l’amiable des cas de VBG (Acteurs de protection/VBG) ;
- Sensibiliser la communauté sur l’importance de la dénonciation des cas de VBG (Acteurs VBG) ;
- Elaborer et disséminer les circuits de référencement en langue locale pour faciliter la prise en charge au niveau communautaire (Acteurs VBG) .

XI. CARTOGRAPHIES DE RISQUES ET DE VULNERABILITE



	Zone à haut risque après Ecole du Quartier Elevage (Ancien Site des déplacés)
	Zone sécurisée du quartier Elevage
	Zone à moyen après Parc de bœuf sur la route Chimbolo

Cartographie de sécurité du Quartier Elevage Bambari

X. DIFFICULTES RENCONTREES

- La réticence des participants de sexe masculin (garçons et hommes) sur les questions de VBG et sur les questions liées à la sécurité ;
- Les participantes au niveau du mapping n'extériorisaient pas leurs idées ;
- L'indisponibilité de la population qui est occupée par les travaux champêtres et journaliers y compris l'assistance en vivre dans certaines zones ; ce qui a rendu difficile la mobilisation des participants pour les focus group ;
- Manque de matériels pour la cartographie de risque et de vulnérabilité.

XI. CONCLUSIONS GENERALES

De manière globale, les principales observations ressortant des différents groupes de discussions révèlent que :

a. Causes et principaux facteurs de risque de VBG

- Les causes principales de VBG confirmées sont les inégalités de pouvoir, les cultures et les traditions ;
- Les cultures favorisent certaines pratiques néfastes comme le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines ;
- L'insécurité alimentaire est un facteur aggravant pour les VBG qui sont commises sur les femmes en quête de nourriture dans des lieux éloignés des agglomération comme le champ et la brousse ;
- Le nombre de fille mère est en hausse à la suite de la crise qui est aussi un facteur aggravant des VBG ;
- Les cas de VBG sont gérés à l'amiable par les leaders communautaires et religieux ;
- Les femmes et les filles sont exposées au risque de VBG dans les sites des PDI ;

b. Prévention et mitigation

- Intensifier les séances de sensibilisations sur les conséquences de VBG et l'importance de la scolarité de la jeune fille.
- Poursuite des activités de sensibilisation sur les VBG au sein des communautés ;
- Impliquer davantage les hommes dans les activités de prévention des VBG au sein des communautés.
- Sensibiliser les femmes a se déplacer en groupe et au besoin se faire accompagner d'hommes.
- Installation de panneaux solaires afin d'éclairer la ruelle passant à proximité de la base CRCA et réduire le risque des VBG.
- Elaboration/mise à jour et vulgarisation du circuit de référencement des cas VBG permettant à la population de signaler les cas et bénéficier des services disponibles.

c. Gaps et défis dans la réponse

- Un grand gap dans la prise en charge holistique des cas notamment en matière de prise en charge juridique, d'assistance socioéconomique aux survivantes ;
- L'importance de la scolarisation de la jeune fille est faiblement reconnue et est transversale à toutes les communautés dans lesquelles les audits de sécurité ont été menés ;
- Les garçons et les filles n'ont pas les mêmes droits notamment le droit à l'éducation ;
- Les cas de VBG ne sont pas dénoncés en raison des pesanteurs socio-culturelles ;
- Les pesanteurs culturelles limitent l'accès des survivantes à la PEC médicale des violences sexuelles dans les communautés ;
- Certaines survivantes de viol sont mariées à leurs bourreaux ;
- Manque de kits PEP dans les formations sanitaires suivantes : Kouango, Ippy, Mala et Bria sur le site des déplacés.